

Cahiers du
MONDE RUSSE

Cahiers du monde russe

Russie - Empire russe - Union soviétique et États
indépendants

43/4 | 2002
Intellectuels et intelligentsia

Catherine Klein-Gousseff, ed., Retours d'URSS

Martine Mespoulet



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/monderusse/4038>

DOI : 10.4000/monderusse.4038

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2002

Pagination : 745-749

ISBN : 2-7132-1796-2

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Martine Mespoulet, « Catherine Klein-Gousseff, ed., Retours d'URSS », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 43/4 | 2002, mis en ligne le 17 juin 2009, consulté le 03 septembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/4038> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/monderusse.4038>

Ce document a été généré automatiquement le 3 septembre 2022.

Tous droits réservés

Catherine Klein-Gousseff, ed., Retours d'URSS

Martine Mespoulet

RÉFÉRENCE

Catherine KLEIN-GOUSSEFF, ed., **Retours d'URSS. Les prisonniers de guerre et les internés français dans les archives soviétiques, 1945-1951**. Paris, CNRS Éditions, 2001, 432 p.

- 1 *Retours d'URSS : les prisonniers de guerre et les internés français dans les archives soviétiques, 1945-1951* est le premier ouvrage publié dans la collection « Mondes russes, États, sociétés, nations » de CNRS Éditions. Coordonné par Catherine Klein-Gousseff, chercheuse au CNRS, ce recueil de documents d'archives répond à l'esprit de cette nouvelle collection qui affirme son intention de s'appuyer sur des documents d'archives souvent inédits et sur une collaboration avec des chercheurs et archivistes russes pour participer pleinement au renouvellement historiographique des travaux consacrés à l'histoire de la Russie et de l'URSS à l'époque moderne et contemporaine.
- 2 Cet ouvrage aborde une question mal connue des Français, et douloureuse pour certains d'entre eux, celle du rapatriement d'URSS, après la fin de la Seconde Guerre mondiale, des « Malgré-nous », ces Alsaciens-Lorrains des territoires annexés par le Reich en 1940 qui furent enrôlés de force dans la Wehrmacht à partir d'août 1942, envoyés sur le front de l'Est et faits prisonniers par l'Armée rouge. Leur retour après 1945 a été entaché de suspicion à l'égard de l'URSS : les dirigeants soviétiques avaient-ils autorisé le départ de tous les prisonniers de guerre français détenus sur leur territoire ? Faute de traces écrites suffisamment nombreuses et précises, cette question est restée largement, jusqu'ici, une affaire de mémoire alimentée par les témoignages divers de rapatriés, avec toute la souffrance et les distorsions d'interprétation qui peuvent être liées à la transmission orale du récit d'une telle expérience. Le premier mérite de ce livre est de s'efforcer de lever le voile sur l'organisation et l'effectif réel de ces rapatriements, dans une optique

dépassionnée, comme cela est précisé dès l'avant-propos. Le choix de replacer l'histoire des Malgré-nous dans le contexte plus large des prisonniers de guerre français mais aussi des internés, c'est-à-dire de ceux qui, une fois libérés par l'Armée rouge de leur captivité allemande en Europe centrale, furent rassemblés dans des camps placés sous le contrôle des Soviétiques, contribue déjà à éclairer le débat. Les internés constituèrent le groupe le plus nombreux parmi les 313 000 Français rapatriés d'URSS. Selon les chiffres soviétiques, les Alsaciens et les Lorrains formèrent la majorité des quelque 21 300 prisonniers de guerre officiellement rapatriés. La plus grosse partie des prisonniers et internés revint en 1945. Ceux qui restèrent arrivèrent ensuite, par petits groupes, jusqu'au début des années 1950.

- 3 Une autre particularité de cet ouvrage réside dans la volonté de proposer des documents d'archives bruts à la lecture d'un public plus large que celui habituel des historiens, et de confronter la mémoire individuelle et collective aux sources d'archives. Dans cet esprit, ce recueil réunit 191 documents d'archives de provenance soviétique conservés dans les Archives d'État de la Fédération de Russie, le GARF. Là s'exprime pleinement tout l'intérêt de cette collaboration franco-russe qui a reçu le soutien, côté français, du Mémorial pour la paix de Caen et du Centre de recherche d'histoire quantitative (CNRS) et, côté russe, des Archives gouvernementales du gouvernement de la Fédération de Russie et du Département historico-documentaire du ministère des Affaires étrangères. La sélection des documents reproduits dans ce recueil a bénéficié de ces regards croisés. Les matériaux sont issus de deux fonds d'archives du GARF, celui du NKVD-MVD (fonds 9401), qui comprend essentiellement des documents normatifs (ordres, décrets, ordonnances, instructions) sur les camps pour prisonniers de guerre et internés du GUPVI (Administration centrale pour les prisonniers de guerre et internés), organisme créé au sein du NKVD au début de la Seconde Guerre mondiale, et celui de la Délégation (militaire) aux affaires de rapatriement (fonds 9526) qui rassemble les archives de cette dernière.
- 4 Leur regroupement thématique en deux parties épouse cette double provenance. Le NKVD-MVD, commissariat aux Affaires intérieures devenu ministère en 1946, était chargé de la gestion des camps de prisonniers. Même quand ils sont normatifs, les documents extraits de son fonds d'archives fournissent un tableau varié et précis de l'organisation de ces camps et des conditions de vie des détenus, faisant apparaître autant que possible les êtres humains derrière la machine administrative. En s'appuyant plus particulièrement sur le fonds de la Délégation aux affaires de rapatriement, la deuxième partie de l'ouvrage vise à reconstituer les étapes de l'histoire des retours d'URSS des prisonniers de guerre et internés français en les éclairant par les enjeux diplomatiques qui en ont été le cadre, mais aussi par les tensions entre des administrations aux logiques différentes. La diversité des documents présentés dans les deux parties permet de mieux saisir la complexité du rôle de la configuration administrative des institutions et du contexte diplomatique dans la gestion des camps de prisonniers et internés et l'organisation de leur rapatriement.
- 5 De prime abord, la lecture d'un recueil d'archives peut sembler aride à un lectorat non habitué à fréquenter ce type de textes. Mais la présentation que fait C. Klein-Gousseff du corpus de documents retenus devrait rassurer toute personne désireuse de s'aventurer dans leur lecture. Tout ici est fait pour l'aider à se repérer facilement au milieu des documents présentés, pour l'accompagner dans sa découverte d'un monde administratif étranger à partir des traces brutes qui en restent : documents normatifs, correspondance,

rapports, tableaux chiffrés. Les textes d'introduction à l'ouvrage et à chacune de ses deux grandes parties sont de réelles leçons d'histoire qui donnent envie de lire les sources réunies pour mieux comprendre. Les notes de bas de page sont éclairantes sans alourdir la lecture. Le recours méthodique à un usage minutieux de la chronologie pour reconstituer pas à pas, avec la démarche dépassionnée annoncée, l'histoire de ces prisonniers et internés et de leur rapatriement fournit au lecteur un support fort utile pour suivre des cheminements diplomatiques ou administratifs parfois complexes. La conception de cet ouvrage en fait ainsi, beaucoup plus qu'un simple recueil d'archives, un authentique livre d'histoire.

- 6 La première partie, consacrée à la vie dans les camps de prisonniers, va bien au-delà en révélant un pan peu connu du système des camps soviétiques pendant la période étudiée. Au début de l'année 1945, le GUPVI administrait 156 camps de prisonniers de guerre, et 267 un an plus tard, dans lesquels vivaient environ 2 millions de détenus. Bien que distinct du GULAG, Administration générale des camps destinés principalement à la population soviétique, autre branche du NKVD, le GUPVI en a néanmoins hérité certaines formes de gestion. La précarité des conditions de vie était commune aux deux catégories de camps, les modalités de la mise au travail des prisonniers étaient très proches également. Différents documents présentés en témoignent. Leur contenu et les commentaires qui les accompagnent complètent notre connaissance, de plus en plus précise maintenant, de l'organisation et du fonctionnement de l'ensemble du système des camps soviétiques sous Staline. À cet égard, le rapport français sur le camp de Tambov (document 30) ainsi que les textes normatifs sur l'alimentation des prisonniers (document 17) et la gestion des prisonniers comme main-d'œuvre (documents 10, 11, 12 et 18), par exemple, montrent qu'il s'agissait d'un seul et même système concentrationnaire quelle que fût la raison de la détention des individus.
- 7 Toutefois, la situation des internés était différente de celle des prisonniers de guerre et se rapprochait de celle que l'on connaissait dans d'autres pays européens. Ils étaient regroupés dans des camps de fortune installés par les Soviétiques pour les personnes déplacées au cours de la guerre qui attendaient un rapatriement. La mise en évidence de la différence de traitement entre ces deux catégories, internés et prisonniers, permet de situer la reconstitution des trajets de leur rapatriement en France dans l'histoire plus large des mouvements de population civile en Europe centrale à la fin de la Seconde Guerre mondiale. En particulier, la question nationale est placée au cœur de la réflexion sur les enjeux de ces retours. Elle était sous-jacente, bien sûr, au processus d'identification des ressortissants revendiqués par la France, mais aussi à la revendication par l'URSS des Ukrainiens ou des originaires des pays Baltes, par exemple.
- 8 La description des discussions et décisions au sujet du rapatriement des prisonniers et internés français apporte ainsi une contribution importante à la compréhension des logiques politiques et diplomatiques à l'œuvre dans la construction des enjeux de réciprocité liés à ce type de négociations bilatérales. Le déséquilibre de statut entre les deux missions nationales à l'étranger chargées de superviser la situation et l'organisation du rapatriement de leurs propres ressortissants illustre tout particulièrement la difficulté de l'application du principe de réciprocité. L'étroitesse du champ d'intervention octroyé par les Soviétiques à la mission française militaire à Moscou fait contraste avec le comportement autonome de la mission soviétique des rapatriements en France. De leur côté, les négociations relatives au rapatriement en URSS des ressortissants soviétiques présents sur le sol français, notamment ceux du camp d'internement de Beauregard en

1947, éclairent la difficulté de l'application de l'accord franco-soviétique de rapatriement de juin 1945, dans le contexte de tension croissante des relations diplomatiques entre les deux pays. Dans ce cas-ci toutefois, beaucoup de questions restent en suspens, qui seront éclairées de manière plus précise par une exploitation des sources sur ce sujet conservées dans les archives françaises. Les collaborateurs à l'ouvrage *Retours d'URSS* ne prétendaient pas traiter cette question et invitent d'autres historiens à le faire.

- 9 Un autre intérêt de ce livre est de montrer l'usage du chiffre dans des négociations entre administrations sur des rapatriements. L'individu est réduit à l'état de chiffre, le rôle de la comptabilité est omniprésent dans les documents qui servent d'appui aux discussions. Le chiffre tient lieu de discours, devient justification de la décision, langage codé aussi parfois entre administrations, les échanges d'informations se réduisant à la transmission de nombres (documents 87, 102, 159 et 184 par exemple). On a affaire ici à une logique administrative, et ceci n'est pas le moindre apport de ce recueil : nous faire toucher de près des pratiques administratives à travers la lecture de documents normatifs, de correspondances et de rapports. Le fonctionnement et le mode d'intervention des administrations concernées par la question des rapatriements, mais aussi les cheminements de la prise de décision transparaissent derrière ces matériaux.
- 10 Ceux-ci nous font pénétrer, tout d'abord, dans le monde administratif soviétique de l'immédiat après-guerre. Les tensions internes n'en sont pas absentes. La nécessité de la coordination entre les différentes administrations chargées d'organiser conjointement les rapatriements met en évidence la confrontation de pratiques institutionnelles différentes. La distance entre la ligne diplomatique défendue par la Délégation aux affaires de rapatriement et le ministère des Affaires étrangères et le souci de l'ordre intérieur du ministère des Affaires intérieures apparaît clairement. En 1945, la Délégation et le NKVD traitent chacun la gestion des rapatriés dans sa propre logique institutionnelle. La première, qui n'avait au départ aucun rôle décisionnel, a effectué son travail dans une forte transparence, contrairement au second qui lui fournissait les informations au compte-gouttes. Cette situation a contraint la Délégation à faire appel très souvent au ministère des Affaires étrangères pour amener le NKVD à être plus coopératif. D'un autre côté, les relations entre les cellules administratives chargées de l'organisation des rapatriements suggèrent la place qui doit être accordée dans l'analyse à la manière dont se négocie l'articulation entre une logique administrative et une stratégie diplomatique, ainsi qu'à son effet dans les rapports entre administrations soviétiques et dans la relation de celles-ci avec leurs interlocutrices étrangères.
- 11 Ceci est évident, par exemple, quand, au début de l'année 1948, la Délégation aux affaires de rapatriement change d'attitude et se range aux côtés du NKVD-MVD. Mais le contexte a changé, la mission militaire française a été expulsée de Moscou en décembre 1947, c'est le début de la guerre froide. Ceci est un autre apport de l'ouvrage *Retours d'URSS*. En éclairant l'état des négociations bilatérales concernant les rapatriements par le contexte du début de la guerre froide, le commentaire des documents montre très nettement comment le candidat au rapatriement en France devint un enjeu diplomatique à une autre échelle, l'otage d'autres négociations. C'est cela que la mémoire collective en Alsace-Lorraine a retenu le plus douloureusement, non pas l'histoire de la plus grosse partie des Français déjà rapatriée à la fin de l'année 1945, mais celle des quelques derniers, principalement des Alsaciens-Lorrains, qui, en 1948, devinrent otages de l'Union soviétique dans le contexte de la glaciation des relations Est-Ouest. Symbole de la fermeture hermétique des frontières à cette époque, leur cas a rendu confuses les traces

laissées dans la mémoire des Alsaciens-Lorrains par le traitement de la question des rapatriements des prisonniers et internés français.

- 12 Le grand intérêt de ce recueil est d'avoir rouvert cette page sensible de l'histoire de la fin de la Seconde Guerre mondiale en offrant au travail de mémoire des documents accessibles à tous. En plongeant le regard dans le monde des administrations et l'univers des négociations diplomatiques, les commentaires qui accompagnent ces matériaux ont aussi pour mérite d'éclairer certains aspects des pratiques administratives et diplomatiques de l'État soviétique à la fin de la période stalinienne.